

traduit de l'article allemand en français

"Nous les assistantes parentales indépendantes ne voulons plus rester les bouche-trous", acclame Stella Falkenberg d'un ton qui semble combatif. La blonde luxembourgeoise, âgée 44, est assise dans leur salle à manger devant leur table en bois avec une nappe en plastique, devant elle une tasse de thé chaud. Elle est à l'initiative de la pétition, qui a pour but d'arrêter l'inégalité de la subvention par l'état entre les assistants parentaux, les crèches privées (dites commerciales) et les institutions conventionnées (Maison Relais) et qui sème de l'espoir chez les assistants parentaux. Depuis trois ans la mère de deux filles garde des enfants d'autres mères et pères - comme ceux-là doivent travailler et ne veulent pas donner leurs enfants dans une crèche, soit ne peuvent pas le faire, comme ces derniers ont des longues listes d'attente.

"Quand j'avais travaillé comme conseillère dans une société en Espagne j'étais souvent absente de la maison pendant beaucoup d'heures", explique Falkenberg leur chemin dans l'indépendance et montre une photo des filles: "celle à gauche est la mienne, celle à droite celle de mon époux". Ayant perdu leur travail au Luxembourg auprès d'une société du secteur fenêtres, après leur déménagement au Grand-Duché, elle cherchait une nouvelle occupation "qui me permet de gagner de l'argent tout en restant disponible pour mes enfants". De la place pour garder d'autres enfants était disponible: elle vit avec leur famille dans une maison louée près de la frontière, avec jardin et une terrasse pour jouer. Dans la salle de jeux, en dessous du toit, un tapis aux carreaux colorés, des caisses avec des blocs de bois invitent à jouer. La physicienne absolvait une formation de base pour assistante parentale, durant trois mois, organisée par la Caritas. Ceci était en 2012, le secteur de la garde d'enfants promettait des bonnes perspectives, le gouvernement CSV-LSAP venait de lancer la demande pour la garde professionnelle avec leur loi sur les maisons relais et les chèques-service accueil.

Secteur de garde difficile

Stella Falkenberg se lançait dans le travail: comme elle avait de l'expérience dans le domaine de la communication publicitaire, le début dans l'indépendance lui promettait: elle développait un logo pour son service ainsi que des dépliants qu'elle plaçait à des endroits stratégiques. Leur bus rouge vif, qu'elle utilise pour faire les aller chercher les enfants, est bien connue dans la commune. Sur Facebook et a fondé un réseau pour les assistantes parentales, aussi avec l'aide de leur époux. L'informaticien détient aussi un agrément: "Ainsi il peut me remplacer au cas ou". En cas de maladie aucun employé ne paye la perte de revenu, même pour organiser des visites médicales ordinaires devient difficile: "il faut que je me coordonne avec plusieurs parents."

Falkenberg garde actuellement six enfants, certains vont à l'école et ne viennent qu'après l'école.

Les enfants non-scolarisés seraient plus lucratifs: "J'aime pas le dire, mais des enfants qui ne viennent que pour des heures individuelles occupent une plage d'un jour entier dont un autre enfant pourrait profiter."

Stella Falkenberg aime bien son travail, mais les doutes commencent à s'accumuler. Ce qui a été mis en place avec beaucoup d'énergie donne presque pas assez de rendement pour vivre: une maison relais dans les environs a ouvert encore un autre groupe, et du coup deux enfants ont été transférés par leurs parents: la motivation n'étant pas le service, qui serait super, mais une place dans une maison relais est simplement beaucoup moins chère. Des places libres impliquent moins de revenus. "La lettre du ministère qui nous parvenait était la goutte qui faisait déborder le vase." Elle sort un dossier vert d'une petite étagère. Entre des certificats de formations et factures se trouve une lettre du ministère d'éducation. Les assistantes parentales sont obligées par la loi, comme les structures commerciales ou conventionnées, de se soumettre à une formation continue. Dans le passé, ces formations étaient gratuites, mais à partir de 2016 le ministère demande une participation de 4,50 euro/heure, ce qui fait 90 euro pour les 20 heures. En outre on demande une participation de repas de 12.50 par cours.

Un courrier fait déborder le vase

"Personne que je connais est contre les formations continues", renforce Stella Falkenberg et sirote son thé, mais les explications du ministère sont "bien curieuses": comme des assistantes parentales s'inscrivent dans des cours et ne se présentent pas, on demande maintenant une participation de tout le monde. Et seulement celui qui paye d'avance sera accepté au cours. Cette lettre que le ministère avait envoyé en décembre à toutes les 696 assistantes parentales agréées actuellement, est arrivée comme une bombe, et des frustrations déborraient, les assistantes parentales commentent furieuses: "Pourquoi on nous punit pour les fautes d'autrui?", est la question d'une parmi eux sur facebook.

Falkenberg rédigeait alors un lettre de réclamation au ministre d'éducation Claude Meisch (DP); en plus elle a lancé la pétition 595 sur www.chd.lu. Celle-là appelle pour abolir les différences des subventions étatiques sur le marché de garde d'enfants: alors que les assistantes parentales recoivent une soulte maximale de 3,50 euro, les structures conventionnées jusque 7,50 euro et les structures commerciales agréées jusque six euro.

"4,50 euro pour une formation est plus élevé que le ministère nous verse pour notre travail", lamente une assistante parentale, qui garde des enfants dans la capitale du pays. Elle ne veut pas lire son nom dans un journal, ayant peur de conséquences de la part du ministère. Mais elle veut parler. Demander un prix plus élevé des parents, pour arriver à un revenu suffisant, n'est pas vraiment possible. Elle habite à Bonnevoie et beaucoup de parents ont eux-mêmes des revenus basses: "cent euros plus ou moins par mois pour la garde des enfants est beaucoup d'argent."

Une boîte noire s'ouvre

Un argument qui a été repris dans une étude de cas du marché de garde privé par l'Uni Luxembourg. Cette étude démontre la valeur que les assistantes parentales ont pour la conciliation du travail et la vie en famille à l'aide de chiffres: Parmi les presque 16000 enfants entre 0 et 4 ans qui sont gardés dans ce pays par des professionnels, presque 3300 sont chez les assistantes parentales - officieusement. Des estimations, sur combien d'assistantes parentales travaillent au noir, manquent par contre. L'étude touche les assistants parentaux que marginalement, donc il reste pas clair ce que les assistants parentaux ont comme revenue en moyenne, et quel dépenses ils doivent assurer comme assurance sociale, caisse de maladie, assurance, aliments, loyer, jeux, et s'il y a des différences régionales. Des mères de jour ayant un partenaire à leur côté peuvent encore compenser des pertes à court terme. Mais pour celles qui sont célibataires qui sont dépentantes de chaque euro, ces pertes ont rapidement des conséquences dramatiques. Au sud du pays, où les assistantes parentales portugaises dominant, les prix demandés varient typiquement entre 3,50 et 4 euro par heure et par enfant, ce qui résulte donc, pour les parents, une facture à 0.

À l'est ou au nord par contre, les mères de jour sont plutôt de langue luxembourgeoise, et dont les tarifs varient alors entre 5 et 7,50 euro. Alors que les assistantes parentales formées existent depuis plus que 15 ans, il manque une étude de cas qui analyse les conséquences sociales par les offres de garde. Parce que ceci était le but annoncé par le gouvernement: avec une garde d'enfants subventionnée assurer une compensation pour les différences sociales - avec des conditions plus affinées pour augmenter la qualité.

Vexation par les autorités?

Même ceci n'est plus sûr: "À certains endroits règnent des conditions graves. Si nous ne nous y opposons pas, il n'y aura pas d'amélioration", nous assure une mère qui travaille à Differdange. Agée de 43 ans, elle est assise à la table à manger et nous raconte de ses expériences, en caressant son Chiwawa blanc-noir. Les enfants sont à l'école. C'est pas la première fois que les assistantes parentales ont fait jour avec leurs soucis mais rappelés à l'ordre par le ministère: il y a des années ça bouillonnait, les assistantes parentales réclamaient la concurrence croissante par des assistantes parentales illégales et des structures et maisons relais qui poussaient comme des champignons, les privant de la clientèle. Déjà à cette époque le tarif horaire inégal entre les différents acteurs du secteur était la pierre d'achoppement.

Une mère de jour, qui avait fait appel sur Facebook pour s'organiser, avait été invitée au ministère. L'invitation ressemblait fortement à une convocation, et la discussion avait été tenue d'un ton

dédaigneuse. On a fait comprendre à la mère de jour à mots couverts qu'elle pourrait perdre son agrément dû à ses critiques. Il n'y a pas de témoins de cette conversation, une mère de jour, étant venue avec en support, a dû attendre dehors.

Mais la nouvelle de cette rencontre curieuse se répandait très rapidement: certaines se sentaient tellement intimidées qu'elles ne voudraient que parler en anonyme. "J'ai peur que le ministère me prenne mon agrément. Et de quoi je vivrais alors?" demande une mère de jour. Selon la législation le ministère peut seulement annuler un agrément sur base d'une faute grave, par exemple ayant négligé les enfants ou ayant travaillé non conforme aux règlements, ce qui était le cas pour trois agréments en 2015. Peur et méfiance sont quand-même présentes.

Du côté de l'OGBL il n'y a pas eu de support, malgré demandé, racontent des mères de jour en rétrospective: "Nous ne sommes pas d'employé(e)s. Les syndicats ne s'intéressent pas aux indépendants" s'en doute une, "exactement comme les politiciens ne s'engagent pas pour nos intérêts". L'Agence Dageseltern, ayant leur siège à la capitale, aidera lors de questions administratives, et transmet les factures au ministère. Des rendez-vous seulement avec une demande au préalable: "il ne défend pas nos intérêts". Une collaboratrice assure, sur enquête, que l'agence s'efforce à présenter les demandes des assistants parentaux au ministère, mais les femmes que "das Land" a rencontrées, s'expriment plutôt sceptiques du support de l'agence et du ministère.

"Au ministère certains nous traitent comme si nous étions incapables de penser", s'en révolte une. Elle avait réclamé en décembre, en non pas pour la première fois, que le ministère n'ait pas encore viré l'argent des factures de la période d'automne: "On m'a expliqué que le ministre aurait été empêché de débloquer l'argent à cause des attentats à Paris", elle dit "non convaincue". Une fonctionnaire aurait répliqué à une assistante parentale célibataire et nécessitant l'argent que le délai ne sera pas tellement grave, et qu'elle aussi aura déjà dû attendre son salaire plusieurs mois: "Pour beaucoup de nous ce virement retardé a comme conséquence que nous avons des difficultés à payer le loyer et les aliments", se révolte l'interlocutrice.

"La soule est injuste. Elle est trop basse et ne suffit presque pas pour couvrir nos frais. Faites le calcul une fois, ce qu'un repas pour un enfant coûte, et ils mangent souvent plusieurs fois par jour." dit une mère française qui habite dans un petit village près de Sandweiler, et qui a des difficultés à trouver de la clientèle. Comme le gouvernement promet la langue luxembourgeoise comme élément d'intégration, beaucoup de parents préfèrent une garde avec une personne parlant luxembourgeois. En plus la commune à 1500 habitants dispose d'une nouvelle maison relais avec une plage d'ouverture entre 7 heures le matin et 7 heures le soir. "La flexibilité est en fait notre atout." Elle trouve que la compétition est devenue "déloyale" par les structures commerciales prenant d'avantage les petits enfants sous le chèque service. Mais la qualité dans ces structures n'est pas automatiquement meilleure: "J'ai fait un stage dans une structure pour la garde de jeunes enfants et j'y ai vécu des éducateurs/rices qui avaient l'air bien stressé(e)s. Je n'irai pas y travailler ni y laisserai mes enfants." Elle assure: "Il y a beaucoup de parents qui préféreraient donner leurs enfants à une assistante parentale, mais qui ne peuvent se le permettre. Financièrement les autres solutions sont bien avantageuses."

La qualité à son prix

Les frais de 4,50euro/heure pour les formations dans le contexte économique renforcé n'est cependant pas la seule raison de la pétition sur les assistantes parentales. Un autre argument trouve bien d'autres approbations: "Si nous voulons bien garder les enfants, il n'en faut pas plus", dit Stella Falkenberg. Les nouveaux standards sont bien acceptés par les autres assistantes parentales: "il est dans l'intérêt des enfants et donc dans nos intérêts", affirme une assistante qui garde quatre enfants au sud du pays. Mais elle trouve le gouvernement hypocrite: "Si l'état veut vraiment mettre un terme aux abus, il faut qu'il organise plus de contrôles." Les femmes concordent que depuis leur agrément, elles n'ont plus jamais eu de contrôle: "J'ai eu seulement deux contrôles pendant mes 12 ans d'activité, au début et lors de mon déménagement" explique une mère, qui s'attendra plus de contrôles, aussi pour "couper court à la concurrence déloyale et du Foul Play".

Six fonctionnaires contrôlent les presque 700 assistantes parentales réparties sur le pays entier, les structures non incluses. En 2015, seulement 10 assistantes parentales agréées ont été contrôlées, et

en 2014 seulement sept! Et ceci malgré 25 plaintes en 2014 et 34 en 2015. Par contre, la coalition bleue-rouge-verte veut instaurer des agents locaux, pour faire augmenter la densité des contrôles de manière visible. Les femmes sont convaincues qu'il existe des abus dans le métier. Officiellement seulement deux des enfants gardés doivent être âgés moins de quatre ans.

Mais la pression économique le rend de plus en plus difficile de rester honnête. "Je connais toutes les astuces - le ministère d'ailleurs aussi", dit une assistante parentale luxembourgeoise dans l'interview Land, qui est clairement contre ces tricheries, mais peut les comprendre: les prix plus élevés pour les aliments, le taux de tva augmenté, plusieurs centaines d'euro pour les caisses de maladie et pension, des assurances, les impôts, le loyer, le chauffage et l'eau, ça commence à faire mal. À la fin du mois, après tous les frais, il en reste rarement plus qu'un revenu minimal: "Les honnêtes sont les cons" elle grogne. Une connaissance, qui garde des enfants déjà depuis des années, est entretemps tellement désespérée qu'elle pense à arrêter: après une hésitation elle s'est présentée auprès de deux maisons relais dans les environs: "Dès que je suis acceptée, je vais arrêter. Je ne peux plus supporter cette insécurité financière."

Mais elle n'est pas contente de cette évolution. L'ancienne vendeuse avait fait le choix de devenir assistante parentale avec une conviction en non pas un simple boulot: les enfants grandissent mieux dans des petits cadres familiaux. "Nous pouvons garder et gérer les enfants très individuellement. Quasiment comme dans une famille." Elle ne croit pas dans la promesse du gouvernement bleu-rouge-vert de justement réaliser des meilleures chances pour le futur pour les nécessitants et les faibles: "les enfants sont sûrement pas au centre de l'attention, sinon la politique nous supporterai d'avantage". Elle a aussi signé la pétition et invite tous les parents à faire ainsi. La protestation prend que vitesse lentement: 407 supporters ont signé la pétition jusque maintenant, et justement la télévision avait informé sur la demande. Les assistantes parentales espèrent de recevoir un signal de la politique. Le ministère a contacté entretemps Stella Falkenberg pour un rendez-vous: "Je vais essayer d'y aller, mais probablement pas seule", elle indique et se lève. "Et maintenant vous devez m'excuser, je dois préparer le repas pour les enfants."